

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 469 • mars-avr. 2018 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 € – 2,50 FS – 2 \$ can.

MASSACRES EN SYRIE ET MIGRANTS EN MÉDITERRANÉE

Le capitalisme, c'est la guerre, la misère et les barbelés !

D'un côté, des guerres incessantes et meurtrières, des bombardements qui ravagent des régions entières et donnent lieu à des massacres effroyables de populations. De l'autre, des barbelés, des murs, des bateaux chasseurs de migrants et des camps qui attendent les dizaines de milliers de personnes et leurs familles qui tentent de fuir les tueries, la destruction de leurs foyers, la misère et la famine.

La Syrie plongée dans les affres de l'impérialisme et de la décomposition

La Ghouta orientale en Syrie, à l'Est de Damas, est à nouveau un épice de conflits meurtriers sévissant sur la planète. Comme d'autres, notamment au Moyen-Orient, ce conflit porte la marque d'intérêts et d'antagonismes impérialistes où domine le "chacun pour soi". Une guerre faite de massacre, une guerre de tous contre tous impliquant à des degrés divers les

grandes puissances et des États régionaux aux ambitions agressives.⁽¹⁾ Ce conflit porte donc les stigmates de l'enfoncement dans la barbarie guerrière, celles des contradictions insolubles et de l'impasse du système capitaliste tout entier.

Plus au nord, apportant sa sinistre contribution à cette situation de chaos guerrier, à la multiplication de massacres de civils et d'exodes massifs de populations, l'opération "Rameau d'olivier" lancée le 20 janvier par l'armée turque et ses bombardiers contre l'enclave d'Afrin, dans la province d'Alep, où sont retranchés des combattants kurdes de l'YPG (qui ont reçu, eux, le renfort de miliciens pro-Assad), se traduit par une nouvelle extension des zones de combat dans le

1) Nous ne faisons que l'évoquer ici mais nous reviendrons dans un article ultérieur sur cet aspect éclaté de la situation impérialiste en Syrie qui est une autre manifestation de la décomposition sociale actuelle.

pays. En plus des rivalités entre fractions et gangs locaux, les puissances impérialistes viennent, comme dans un panier de crabes, s'agglutiner et se piétiner davantage. Le pourrissement sur pied du capitalisme ne sème ainsi que toujours plus la mort et la désolation, ce qu'exprime le comportement sanguinaire des différents protagonistes, qu'il s'agisse des troupes d'Assad et ses alliés de circonstance, de ses adversaires "oppositionnels", de Daech ou des grandes puissances démocratiques.

Quant à la nouvelle offensive de l'armée syrienne, appuyée par les milices chiites soutenues par l'Iran et l'aviation russe, contre une région occupée par Daech et diverses factions djihadistes en rébellion contre le régime d'Assad, elle a donné lieu à un concert de protestations toutes plus hypocrites les unes que les autres. Cette fausse indignation des médias occidentaux, des prétendues ONG et de la soi-disant "communauté internationale" face à

ces attaques perpétrées avec le recours systématique à l'arme chimique (que la coalition internationale utilise d'ailleurs également sans vergogne)⁽²⁾ n'a d'égale que l'inefficacité des résolutions votées par l'ONU, tant contre l'usage de ces gaz que pour la protection des populations civiles ou le respect des trêves. Cela démontre une fois de plus le total manque de crédibilité et la défiance à éprouver à l'égard de ce "repaire de brigands", comme le disait déjà Lénine, que constituent les institutions de la fameuse "communauté internationale". Ce n'est pas une première en Syrie : depuis au moins 2012, les armes chimiques ont été régulièrement utilisées lors des bombardements aériens, notamment au cours des batailles dans la région d'Alep et de Homs puis à Khan Cheikhoun, le 4 avril 2017. Elles sont aussi massive-

2) En Irak et en Syrie, les obus au phosphore de la coalition internationale dans le viseur, LCI (15 juin 2017).

ment utilisées dans la Ghouta orientale depuis mars 2013, en particulier lors du raid du 21 août de la même année qui fit près de 2 000 morts. Le bilan des pertes de vies humaines n'a cessé de croître avec les bombardements à répétition des hôpitaux supposés servir de refuges aux forces rebelles ou les destructions systématiques des habitations. Déjà entre 2013 et octobre 2017, on recensait 18 000 morts (dont au moins 13 000 civils parmi lesquels 5 000 enfants environ!), auxquels il faut ajouter 50 000 blessés. Entre le 18 et le 28 février 2018, la dernière offensive aérienne s'est soldée (officiellement) par plus de 780 morts supplémentaires dont au moins 170 enfants. Tout cela, sans compter les victimes innombrables, aujourd'hui passées sous silence, de la pénurie de vivres qui sévit dans cette région sinistrée depuis 2017. Le régime d'Assad vient de lancer une offensive terrestre dans la Ghouta qui promet d'être tout aussi barbare et meurtrière.

Migrants et réfugiés, victimes de la barbarie des États capitalistes

Cette situation ne peut qu'accroître un autre phénomène amplifié par la phase de décomposition du capitalisme : la déportation ou l'exode massif de populations fuyant les massacres et la misère au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine. Des masses de pauvres gens affluent vers les États les plus riches, à la recherche désespérée d'une terre d'asile, notamment en Europe ou aux États-Unis. Or, aucun de ces États n'a de véritable solution devant l'afflux de migrants sinon chercher coûte que coûte à les

(suite page 2)

LE NATIONALISME KURDE (EXTRAIT)

Un autre pion dans les conflits impérialistes

Nous publions ci-dessous un extrait de notre article publié par *World Revolution*, organe de presse du CCI au Royaume-Uni sur le nationalisme kurde disponible dans son intégralité sur le site internet du CCI

(...) En ce qui concerne la Turquie, nous pouvons voir quelques changements importants (...). Erdogan a fait des efforts pour réduire le conflit avec les Kurdes en faisant des concessions minimales en 2004-2005, suite à un accord avec le PKK. Cela l'a aidé à "préserver" la Turquie de toute confrontation militaire avec les Kurdes pendant plusieurs années. Cette démarche tactique d'Erdogan contrastait fortement avec des décennies de politique très déterminée des régimes kémalistes qui avaient pratiqué une tolérance zéro vis-à-vis du nationalisme kurde. Malgré des intermédiaires réguliers de concessions aux Kurdes, tous les partis turcs se sont toujours distingués par leur ferme position anti-kurde, par leur accord sur la nécessité d'une répression féroce contre les aspirations kurdes. Le calcul d'Erdogan avec ces concessions limitées a bien fonctionné un certain temps. En 2012, à la suite de négociations avec le PKK, ce dernier a abandonné sa revendication d'un

Kurdistan autonome. Mais la guerre en Syrie et les ambitions d'Erdogan pour une "Grande Turquie" avec un nouvel empereur à sa tête, ont contrecarré ses plans. Le fait que le parti kurde HDP obtienne 13% aux élections et entre au Parlement a renforcé la crédibilité et la légitimité du parlementarisme en Turquie. Dans le même temps, le projet d'Erdogan d'attribuer plus de pouvoir au président a été empêché par le HDP après les élections de juin 2015. La soif de vengeance d'Erdogan et sa détermination à réduire la résistance kurde tant en Turquie qu'en Syrie et en Irak ont fait qu'il a commencé à déclarer que beaucoup de députés du HDP et de dirigeants du parti kurde étaient des terroristes. Une nouvelle offensive militaire contre le PKK a commencé dans le sud-est de la Turquie avec l'occupation, le bombardement et la déportation de populations kurdes de la région. Ainsi, la guerre en Syrie et en Irak a débouché sur une guerre avec deux fronts en Turquie : les attaques

terroristes de l'EI et l'intensification des combats entre l'armée turque et le PKK.

L'histoire du siècle dernier montre que, dans leur obsession de vouloir contenir les revendications kurdes pour l'indépendance, tous les régimes turcs, indépendamment de leurs différences, qu'ils soient laïcs ou islamistes, qu'ils soient dirigés par un gouvernement militaire ou civil, ont attaqué et déplacé les Kurdes, tant en Turquie qu'en Syrie ou en Irak. Et tous les régimes turcs sont prêts à entrer en conflit avec n'importe quel autre pays, peu importe à quel point ils ont été proches de lui par le passé.

Lorsqu'il est devenu évident que l'EI serait défait et expulsé du nord et de l'ouest de l'Irak, les nationalistes kurdes ont annoncé un référendum sur l'indépendance pour 2017, ce qui a provoqué une levée de boucliers de tous les États contre ce projet.⁽¹⁾

La réaction de Bagdad a été immédiate : envoi de troupes pour boucler

1) Seul Israël a annoncé publiquement son soutien à l'indépendance kurde, sachant qu'une telle déclaration affaiblira ses ennemis, en particulier l'Iran et son influence en Irak...

la zone, destruction des champs pétroliers détenus par les Kurdes et reconquête de Kirkouk.

La réponse de Téhéran a été d'offrir un soutien politique, économique et militaire à Bagdad. Vu que le territoire kurde en Irak et en Syrie constitue une "ligne de vie" pour la logistique iranienne, par laquelle elle fournit des armes, des troupes et beaucoup d'autres choses au Hezbollah libanais, c'est pour l'Iran un "lien terrestre" crucial qui conditionne sa capacité à défendre les positions stratégiques vitales de ses alliés sur les côtes méditerranéennes. Plus l'Iran étend son influence vers l'ouest, plus le territoire kurde acquiert d'importance pour lui. Compte tenu de l'intensification des tensions autour du Liban entre l'Arabie saoudite et l'Iran, la route de transit kurde est d'autant plus stratégique pour Téhéran. Étant menacé par l'administration Trump au sujet de l'accord sur le nucléaire, Téhéran est d'autant plus désireux de tirer des avantages de la position affaiblie de Bagdad.

En réaction, les États-Unis ont déclaré leur opposition à un État kurde séparé, sachant qu'un tel État accélère-

(suite page 3)

Dans ce numéro

Lactalis	
Un scandale et une propagande infâme!	2
Afrique du Sud	
Le syndicalisme est aussi un vivier d'exploiteurs	3
Le racisme (Partie I)	
D'où vient-il et qui sert-il?	4
Projet de loi "anti-fake news"	
L'État est le premier producteur de fake news!	5
Courrier de lecteur	
Octobre 1917, un phare pour l'avenir	6
Histoire du PS (IV)	
Face à l'épreuve de la guerre : la trahison	8

Massacres en Syrie, migrants en Méditerranée

bloquer, les parquer, à les rejeter sans ménagement en les renvoyant à la mort, à édifier des murs et des barbelés. Les gouvernements occidentaux n'ont d'ailleurs de cesse de distiller la peur de l'étranger, réprimant même sévèrement ceux qui tendent la main aux migrants et essaient de les aider.

Le cynisme des États concernés, notamment européens, n'a pas de limites. La Turquie, moyennant des aides économiques et financières, est chargée de bloquer le passage des migrants vers la Grèce en les parquant dans des camps de réfugiés aux conditions inhumaines. Derrière cet accord se joue un vrai marchandage d'êtres humains avec un tri au compte-gouttes entre ceux qui pourront rejoindre un pays européen et ceux, l'immense majorité, qui restent dans les camps. Cela non plus n'est pas nouveau. Il faut se souvenir, par exemple, du cynisme et de l'hypocrisie du gouvernement "socialiste" de Zapatero en Espagne. En 2005 dans les enclaves de Ceuta et Melilla, en plus d'avoir dressé à sa frontière une triple rangée de barbelés où beaucoup de migrants sont venus s'empaler tandis que d'autres étaient impitoyablement mitraillés (selon toutes probabilités, par ses forces démocratiques), ce gouvernement avait sous-traité à l'État marocain, jouant une nouvelle fois le rôle du "méchant" de service, la livraison de migrants dans des autobus de la mort, abandonnés en plein désert saharien. Toutes les bourgeoisies occidentales (gouvernement espagnol compris!), pourtant commanditaires au nom des accords de Schengen, avaient alors hypocritement orchestré une intense campagne médiatique contre cette "intolérable violation flagrante des Droits de l'Homme". Les derniers "contrats" de ce style, passés

aujourd'hui avec la Turquie, et hier, plus discrètement conclus avec la Libye, ont eu des conséquences immédiates sur les trajets des migrants vers les pays européens.

Tous les médias ont répercuté, en affichant bien sûr leur immense satisfaction, la diminution de près d'un tiers du nombre de migrants illégaux ayant débarqué sur les côtes italiennes en 2017. En fait, "l'UE a choisi d'arrêter le flux des migrants à la source au lieu de continuer à ouvrir des centres d'ac-



Le conflit dans la Ghouta orientale porte la marque d'intérêts et d'antagonismes impérialistes où domine le "chacun pour soi".

cueil en Italie et en Grèce, le choix de cette stratégie semble très discutable moralement", avouait le *Courrier international* dans son n° 1414. En dépit du "bon" chiffre italien, l'Espagne a connu un accroissement significatif des arrivées par mer en 2017, si bien qu'une nouvelle prison construite à Malaga est désormais utilisée comme centre de rétention.

Un reportage de CNN montrant des migrants vendus aux enchères comme

esclaves en Libye a provoqué des réactions d'indignation à l'échelle internationale, nous dit aussi la presse. Mais celle-ci, généralement, ne s'appesantit guère sur les accords et les mesures adoptées par l'UE et la Libye qui ont contribué à créer cette situation. Le même article du *Courrier International* précise ainsi : "Le 3 février 2017, les 28 se sont accordés sur une "déclaration" appuyant l'accord conclu la veille par l'Italie avec le gouvernement libyen de Faiez Sarraj. Le principe est

(qui n'est que l'une des forces rivales en présence en Libye) à le mettre en œuvre et sur les conséquences qu'aurait ce plan pour les migrants, dont on savait déjà qu'ils subissaient des traitements inhumains sur le sol libyen". Les préoccupations des "organisations de défense des droits de l'Homme" ne sont que de la poudre aux yeux, exactement du même tonneau que la couverture prétendument humanitaire hypocritement affichée par le gouvernement espagnol en 2005. Ces gesticulations ne servent qu'à masquer les accords cyniques et répressifs qui ont permis que s'entassent d'ores et déjà 700 000 migrants africains dans des camps de fortune en Libye.

Au-delà des accords et des dispositifs visant à barrer plus efficacement la route des migrants, il est clair que l'accumulation des guerres régionales, des massacres, des famines, de la misère, du délitement du tissu social aux quatre coins du monde, ne peut que faire croître dramatiquement le phénomène des réfugiés.⁽³⁾

La solidarité prolétarienne est la seule perspective face au drame des migrants

La crise du système capitaliste est indiscutablement au cœur de la vague historique de migrations à laquelle nous assistons. Face à la barbarie de son système, la bourgeoisie n'a rien d'autre à proposer que toujours plus de chaos, d'exclusion et de divisions... et cela, au nom de la défense des "intérêts nationaux", vocable idéologique destiné à dissimuler les froids calculs, concurrentiels et sanguinaires du capital.

3) Voir notre série : *Migrants et réfugiés : victimes du capitalisme*, parties I à IV, *Révolution internationale* (2015 et 2016.)

Pourtant, les frontières n'existent pas entre les exploités et les prolétaires n'ont pas de patrie. La classe ouvrière a toujours été une classe d'immigrés, partout contrainte de vendre sa force de travail, d'un pays à l'autre, de la campagne à la ville, d'un territoire à l'autre. Classe d'immigrés, elle est aussi une classe d'exploités. Elle ne peut résister à la barbarie capitaliste qu'en s'appuyant sur la seule force dont elle dispose : son unité internationale, dont la conscience et la solidarité sont le ciment. Face aux campagnes xénophobes et anxiogènes de la bourgeoisie, les prolétaires en Europe comme dans tous les pays développés doivent prendre conscience que les migrants sont des victimes du capitalisme et des politiques cyniques des États. Ce sont leurs frères de classe qui sont bombardés, meurent dans des massacres guerriers ou sont enfermés dans des camps de concentration à ciel ouvert.

L'affirmation nécessaire et possible de leur solidarité passe ainsi d'abord et surtout par le développement de la lutte de classe, la résistance face aux attaques et à la barbarie du capitalisme. Derrière la question des migrants se pose la perspective de l'unité internationale du combat révolutionnaire contre le système capitaliste. Aujourd'hui encore, le prolétariat demeure la seule classe révolutionnaire, la seule force sociale capable de mettre fin aux contradictions historiques d'un système à bout de souffle, d'abattre les frontières nationales et l'exploitation de l'homme par l'homme, d'édifier un monde sans classe, sans misère et sans guerres : le communisme!

PA, 3 mars 2018

LACTALIS

Un scandale et une propagande infâme!

Le scandale Lactalis a éclaté lorsque plusieurs cas de salmonellose⁽¹⁾ ont été détectés chez des nourrissons suite à la consommation de produits fabriqués par ce groupe, un des leaders mondiaux des produits laitiers. Le 11 janvier, on annonçait pas moins de 37 cas de contaminations en France, d'autres ayant été recensés en Espagne, en Grèce, etc., et bon nombre d'enfants risquant des complications sévères devaient être hospitalisés. Les enquêtes diligentées en décembre par le ministère de la Santé et celles des services vétérinaires départementaux (DDCSPP) et de la répression des fraudes (DGCCRF) confirmaient cette contamination industrielle, notamment celle de l'usine Lactalis à Craon (Mayenne).

L'implication d'acteurs sans scrupules dans un véritable engrenage

Bon nombre de témoignages de parents et de consommateurs en colère ont révélé que tous les acteurs étaient mouillés dans l'affaire : le groupe Lactalis qui a tardé et traîné les pieds pour retirer les lots incriminés afin de ne pas fragiliser sa compétitivité, la grande distribution qui a continué à commercialiser dans ses rayons les produits potentiellement contaminés à la salmonelle, malgré les rappels successifs, pour ne pas subir de pertes financières, l'État qui s'est présenté comme le grand "justicier" après une période d'inertie jugée coupable. Avant que

l'affaire n'éclate au grand jour, le ministère de l'Agriculture niait en effet avoir été mis au courant de tests positifs alors que "toutes ces analyses ont été transmises aux autorités compétentes dès le début". Les services sanitaires de l'État jugeaient pourtant en septembre que le niveau d'hygiène était "très satisfaisant" alors que l'entreprise avait elle-même décelé des traces de salmonelle lors d'un contrôle interne, peu de temps auparavant, au mois d'août.

Dans une émission sur la chaîne de télévision France 2, le 13 janvier dernier, un ancien salarié témoignait aussi : "On est nombreux dans le service à n'être absolument pas surpris de ce qui se passe aujourd'hui. Quand vous voyez des tamis au sol, quand vous voyez des brosses qui finissent au sol ou qui côtoient toutes les poussières d'une semaine de production et dont on se sert pour nettoyer l'intérieur des tuyaux... Effectivement, il ne faut pas être surpris qu'on puisse contaminer un circuit de poudre". Il ajoute surtout ceci : "la priorité était clairement la production".

Comme le souligne un avocat, Me. Bouzrou, cité par *Le monde.fr* : "Force est de constater que les fonctionnaires de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Mayenne n'ont volontairement pas effectué de contrôles sur la production de lait infantile". Priorité à la production, au marché, au profit! Pour l'ensemble des principaux acteurs, les nourrissons ne représentent qu'une cible commerciale chiffrée,

les jeunes enfants contaminés devenant même des obstacles gênants pour l'image de l'entreprise. Dans "les eaux glacées du calcul égoïste"⁽²⁾ leur santé, les industriels, politiciens et autres marchands s'en fichent comme d'une guigne! Cette cynique indifférence est tellement visible qu'un conseiller en communication, Guillaume Foucault, s'en est même offusqué : "Vous noterez aussi qu'à la première question qui lui est posée, le président de Lactalis, ce fameux milliardaire, oublie juste une chose : c'est d'avoir un peu de sentiment, d'être un peu dans le pathos". Bref, les vrais professionnels de la com', eux au moins, savent qu'il faut faire semblant!

Bien entendu, au-delà des froids calculs des uns et des autres, comme lors de tous les scandales sanitaires auxquels nous sommes de plus en plus confrontés, tout est orchestré pour désigner "le" ou "les" coupables, bien souvent des lampistes et/ou des acteurs subalternes, certes sans scrupules, mais qui servent d'autant plus aisément de boucs émissaires! Outre les médias et les institutions qui engagent les victimes dans cette logique de recherche de "coupables" pour les "faire payer", le grand artisan de cette manœuvre est l'État lui-même, cherchant toujours à éviter la question centrale, celle de la répétition du phénomène et de ce qui en est la source : le système capitaliste et sa logique de profit.

2) Expression employée dans le *Manifeste du Parti communiste* (1848).

L'art de dédouaner le capitalisme

A chaque fois, la logique barbare purement marchande et les pratiques de l'État bourgeois qui l'incarnent sont très soigneusement épargnées. Systématiquement, la loi du profit est préservée et l'attention détournée vers des symboles : tel "industriel sans foi ni loi", tel "banquier véreux", tel "politicien corrompu" ou tel "haut fonctionnaire magouilleur", c'est-à-dire sur les symptômes et non la véritable cause.

Concernant Lactalis, le coupable idéal est très rapidement identifié : son "PDG milliardaire" avec sa "culture du secret" a servi de catalyseur idéal permettant de détourner l'attention de tout l'engrenage capitaliste qui a permis un tel scandale. De même, les enseignes de la grande distribution servaient aussi de coupables tout désignés. Cette fois encore, ce ne pouvait évidemment pas être la faute du capitalisme, la véritable maladie qu'il ne faut surtout pas mettre sous les yeux des prolétaires, mais quelques "brebis galeuses" faciles à identifier et à désigner à la vindicte. Tous les médias et l'État lui-même se sont montrés de zélés accusateurs, comme si ce dernier était "extérieur" à l'affaire. C'est ainsi que le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, parlait avec sévérité d'un "manquement" et annonçait que "la Justice n'épargnera personne".

Pourtant, si le lien n'est pas toujours direct ou apparent aux premiers abord, l'État et le gouvernement sont toujours au cœur des décisions qui poussent vers la logique du profit et la concurrence maximale avec pour

conséquences des scandales à répétition. La réalité est que "le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière".⁽³⁾ C'est donc hypocritement que l'État et ses politiciens interviennent de nouveau comme "justiciers", eux qui, de manière chronique, s'autorisent les pires exactions qu'ils attribuent généralement aux autres.

D'ailleurs, rappelons-nous le scandale du sang contaminé dans les années 1980 où les laboratoires, de manière consciente et avec la bénédiction du gouvernement de l'époque, faisaient inoculer du sang non chauffé et donc empoisonné dans les veines de centaines de personnes par pur souci d'économie. De même, si on se penche sur le scandale du Mediator, on retrouve toutes les accointances qui unissaient les laboratoires pharmaceutiques et des partis politiques impliquant des personnalités au sein de l'appareil d'État. A l'époque, la polarisation s'opérait exclusivement sur les dirigeants du laboratoire Servier dont des organisations gauchistes comme LO martelaient qu'ils avaient "un porte-monnaie à la place du cœur". Mais aussi cupides qu'aient été ces industriels, ils n'étaient en réalité que de cyniques créatures produites et intégrées aux rouages de la logique marchande, celle d'un système barbare qu'il faut absolument détruire. Telle est la principale enseignement politique de cette sinistre affaire pour le prolétariat.

WH, 30 janvier 2018

3) *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels (1848).

Le nationalisme kurde

rait la fragmentation de l'Irak, le pays qu'ils ont "libéré" en 2003, et qu'ils ont toujours besoin des combattants peshmergas comme chair à canon (même si c'est dans une moindre mesure). Mais la contre-offensive irakienne contre les Kurdes a également renforcé la position de l'Iran, principal ennemi des États-Unis, vis-à-vis de Bagdad. Les peshmergas ont été très utiles à la coalition dirigée par les États-Unis dans leur empressement à repousser l'EI, mais ils contrariaient les intérêts des États-Unis en réclamant leur propre État.⁽²⁾ Les factions kurdes au pouvoir dans le nord de l'Irak ne peuvent survivre sans l'aide américaine, mais si les États-Unis diminuaient ou retiraient leur soutien, cela les rendrait encore moins fiables et plus imprévisibles pour leurs alliés kurdes.

Pour les États-Unis et les autres pays occidentaux, les Kurdes irakiens et syriens sont devenus plus ou moins "superflus" après leurs efforts sanglants mais décisifs pour aider à affaiblir l'EI. Cependant, depuis le renforcement des liens entre la Russie et la Turquie, les États-Unis et d'autres puissances occidentales voudront peut-être garder la carte kurde dans leur manche pour pouvoir faire pression sur l'imprévisible régime d'Erdogan.⁽³⁾

La Turquie a déjà menacé d'occuper

2) Dans les années 1960, l'armée américaine a secrètement soutenu le Shah d'Iran pour réprimer une rébellion kurde, selon l'histoire officielle de l'*US Air Force*.

3) La décision d'arrêter les livraisons d'armes aux YPG kurdes pourrait exprimer une concession américaine à Erdogan aujourd'hui... afin de le faire chanter demain.

complètement le nord de l'Irak si les Kurdes persistent dans leur proclamation d'indépendance. Elle a menacé de bloquer les pipelines et le transport routier du pétrole dans le nord de l'Irak via la Turquie, coupant toutes les ressources financières des zones kurdes. Moscou, qui a pris beaucoup de poids à Bagdad au détriment des États-Unis, a également exprimé son opposition. A la suite des vives réactions de Bagdad et d'autres pays, les nationalistes kurdes semblent pour le moment avoir fait marche arrière et les divisions en leur sein se sont plus que jamais aggravées.

Comme l'a montré l'expérience historique, le front commun actuel de tous les pays de la région avec les "gros calibres" (États-Unis, Russie) ne durera pas longtemps. A peine les forces kurdes seront-elles affaiblies (ou même massacrées, comme par le passé) que les divisions au sein du front anti-kurde vont s'aggraver. L'unité des régimes au pouvoir dans les pays limitrophes ne trouve pas son origine dans quelque haine viscérale des Kurdes comme peuple, mais exprime l'incapacité du système à permettre l'existence de davantage d'États. Elle exprime l'impasse de tout un système et cela ne peut conduire qu'à plus de conflits.

L'histoire des Kurdes au cours du siècle dernier montre qu'ils ont été utilisés comme des pions sur l'échiquier impérialiste, manipulés par tous les régimes régionaux et occidentaux contre leurs rivaux respectifs. Plus de cent ans d'ambitions nationalistes kurdes montrent que toutes les factions kurdes

nationalistes étaient prêtes à servir d'outil dans l'intérêt de ces régimes. Sans les conséquences de l'échec de la politique américaine visant à contenir le chaos au Proche-Orient, les Kurdes n'auraient pas été en mesure de revendiquer leur indépendance avec tant de détermination au cours de la période récente.

Le démantèlement de l'ancien Empire ottoman en différentes entités et l'empêchement d'un État kurde séparé a atteint un nouveau stade, dans lequel deux pays (l'Irak et la Syrie) sont confrontés à des tendances séparatistes et même à un éclatement. L'Irak est déchiré par la guerre depuis 1980, c'est-à-dire depuis près de quarante ans. L'Iran est engagé depuis 1980 dans des affrontements militaires avec tous ses voisins, en particulier l'Irak et l'Arabie saoudite et plus loin, Israël. Devenu un requin régional, l'Iran a étendu son influence vers une coopération plus étroite avec la Russie dans leur défense commune du régime d'Assad en Syrie. Bien sûr, l'Afghanistan est pris dans l'engrenage de la guerre depuis 1979.

Pendant ce temps-là, on voit les nationalistes kurdes réclamer une fois de plus un morceau de territoire, au milieu de tous ces champs de bataille et de ces cimetières.

Nous ne sommes cependant pas juste face à une répétition des conflits précédents. Le nombre de requins (de plus en plus petits et de plus en plus grands) a considérablement augmenté. Les États-Unis affaiblis font face à une présence plus directe des troupes russes dans la région; les troupes amé-

ricaines sont actives en Syrie, Irak et Afghanistan; même si les États-Unis ont dû admettre que leur intervention dans ces pays s'est soldée par un fiasco, et que chaque candidat à la présidentielle a promis un retrait des troupes, en réalité, ils cachent la portée de leur engagement réel et ont dû accroître leur présence. Particulièrement significative est la présence de la Turquie sur différents fronts, sa présence directe en Syrie, en Irak, au Qatar, avec des conflits d'intérêts vis-à-vis des Russes et des Américains sur le sol syrien.

Maintenant qu'il devient clair que l'EI n'est plus une force qui mobilise une sorte de front uni temporaire, comme dans toutes les spirales de guerre précédentes, une fois que l'ennemi commun est affaibli ou décimé, la tendance au chacun-pour-soi, la guerre de chacun contre tous, vont reprendre de plus belle.

De la même manière que la formation de nouveaux États comme Israël n'a été possible que par le déplacement de la population locale palestinienne, conduisant à la formation de gigantesques camps de réfugiés et à des accrochages militaires répétés, la formation d'un État séparé kurde ne pourrait pas avoir un autre destin. Pour la population kurde déplacée, massacrée, réprimée, il ne peut y avoir d'autre issue que l'abolition de toutes les frontières et de tous les États.

Le Proche-Orient a été le berceau de la civilisation humaine. Aujourd'hui, il met en évidence la tendance à son effondrement. Ce n'est pas en luttant pour de nouvelles nations que l'hu-

manité sera libérée de cette menace, mais en luttant pour que l'État-nation devienne une chose du passé.

Aucune faction du nationalisme kurde n'a jamais été progressiste; aucune n'a jamais mérité le soutien des ouvriers, des paysans pauvres ou des vrais communistes. Et pourtant, la lutte nationaliste kurde continue à être présentée comme quelque chose de compatible avec la révolution prolétarienne. La représentation des Kurdes audacieux et égalitaires décrite dans certains médias a attiré un nombre significatif d'anarchistes à soutenir directement la guerre impérialiste. La lutte de libération nationale kurde était réactionnaire dans les années 1920, tout comme celle de la Turquie et toutes les autres. L'époque de la bourgeoisie progressiste est révolue depuis longtemps et l'impérialisme, particulièrement les principaux impérialismes, domine le globe, et nulle part davantage qu'au Proche-Orient. Ce fut l'une des grandes erreurs et régression qui ont conduit les bolcheviks à soutenir les luttes de libération nationale, lesquelles étaient à l'époque comme maintenant hostiles aux intérêts de la classe ouvrière.

Cela signifie que les exploités au sein de la population kurde, ouvriers et paysans pauvres, n'ont rien à gagner à se mobiliser derrière les nationalistes. Pour eux plus que jamais, les ouvriers n'ont pas de patrie.

Enver, novembre 2017

A PROPOS DES ÉLECTIONS EN AFRIQUE DU SUD

Le syndicalisme est aussi un vivier d'exploiteurs

Depuis sa nomination au poste de président le 15 février dernier, le nouveau leader de l'Afrique du Sud est largement plébiscité par les médias. Il faut dire que son prédécesseur, Jacob Zuma, se traîne une impressionnante série de casseroles qui devenait difficilement supportable pour l'image de la bourgeoisie elle-même et entravait la gestion de l'État.

Ex-syndicaliste et figure de la lutte anti-apartheid, Cyril Ramaphosa est un baron de l'ANC, le Parti au pouvoir depuis 1994. Avant son retour dans les affaires politiques, cet ancien leader du Syndicat national des mines (le NUM, dont il occupe le poste de secrétaire général en 1982) fit un passage remarqué dans les milieux d'affaires, qui lui permit de devenir une des plus grosses fortunes du continent. Il siège déjà au conseil d'administration de la mine de Marikana en 2012 lorsque la grève éclate et use de ses relations pour faire intervenir les forces de l'ordre. Bilan : la police tire sans sommation faisant 34 morts parmi les mineurs. Blanchi par une commission d'enquête, il a présenté depuis ses excuses. A peine arrivé au pouvoir, Ramaphosa a présenté un plan d'austérité comme l'Afrique du Sud en a peu connu depuis la fin de l'apartheid, en particulier marqué par une hausse de la TVA et de diverses taxes. Voilà comment cet ex-syndicaliste entend engager l'Afrique du Sud dans une "ère nouvelle".

Ramaphosa serait-il un traître? Aurait-il renoncé à ses "idéaux"? En réalité, la trajectoire de cet individu illustre bien que, depuis plus d'un siècle, les syndicats ont cessé d'être un outil de lutte aux mains des ouvriers. En entrant en décadence, le système

capitaliste a cessé d'être en mesure d'accorder des réformes véritables en faveur de la classe ouvrière. Ayant perdu toute possibilité d'exercer leur fonction de défenseur des intérêts économiques du prolétariat dans un contexte historique où seul l'abolition du salariat, et donc leur propre disparition, est à l'ordre du jour, les syndicats sont devenus, comme condition de leur propre survie, les défenseurs acharnés du système, s'intégrant entièrement à l'appareil d'État.⁽¹⁾

De nombreux exemples illustrent la réalité de l'assimilation des syndicats à l'État bourgeois. En Pologne, lors des luttes massives d'août 1980, de nombreuses usines se mirent en grève en portant des revendications unitaires, entre autres contre l'augmentation des prix et pour des augmentations de salaire. La solidarité inter-secteurs comme la prise en charge de l'organisation de la lutte et son contrôle par les ouvriers eux-mêmes furent des éléments-clés de la force et de l'extension du mouvement à tout le pays, avec quelques craintes de la part de la bourgeoisie russe en particulier, que le mouvement ne s'étende aux pays voisins de l'ex-bloc de l'Est. Pour la bourgeoisie, il s'agissait donc d'empêcher l'extension du mouvement par tous les moyens. Pour ce faire, elle misa sur une figure reconnue des ouvriers dans les luttes précédentes, notamment dans les chantiers navals en 1970 et 1976. A la tête d'une nouvelle structure d'encadrement syndical, Solidarnosc, qui s'est rapidement substitué aux comités inter-usines, Lech Walesa parcourut

1) Voir notre brochure : *Les syndicats contre la classe ouvrière*.

alors le pays comme "pompier volant" (souvent avec un hélicoptère de l'armée) pour presser les ouvriers de cesser les grèves, affirmant que "la société veut de l'ordre maintenant. Nous devons apprendre à négocier plutôt qu'à lutter". Solidarnosc devint alors ouvertement un partenaire du gouvernement, tentant même de pousser les ouvriers à renoncer à huit samedis libres pour aider le pays à surmonter la crise. Ce sabotage du mouvement des luttes massives en Pologne en août 1980 contre sa dynamique d'extension et d'auto-organisation et sa défense des intérêts de l'économie nationale ont ainsi ouvert la voie à la répression en 1981 du général Jaruzelski auquel Walesa a succédé en accédant à la présidence de la Pologne, concrétisant la pleine intégration de son syndicat à l'État. Tout cela lui a d'ailleurs valu la reconnaissance de la bourgeoisie internationale en lui décernant le prix Nobel de la Paix en 1983.

De l'autre côté de la planète, à la même période, l'ex-président du syndicat de la métallurgie au Brésil faisait ses armes au sein de différentes instances de l'État. Il s'agissait d'un certain Lula Da Silva. Si Lula est aujourd'hui sous les feux des projecteurs, ce n'est pas pour "ses bons services rendus à la nation" ni pour avoir participé à la création du Parti des travailleurs (PT) en 1980. Il croule aujourd'hui sous les dossiers du scandale de Pétrobras, pour corruption et blanchiment d'argent, s'accrochant obstinément à une bouée de sauvetage : les prochaines élections présidentielles. Cet ancien leader syndical s'est notamment distingué par les attaques de ses "réformes", et la brutalité dont il a fait

preuve pour réprimer les mouvements de lutte dont celui des contrôleurs aériens en 2007 : "Quelques jours après la grève, le gouvernement a déclaré illégal l'accord signé par ses propres représentants et les grévistes, accord qui donnait satisfaction aux revendications. Dans un violent discours adressé à la presse et à la population, le Président Lula a accusé les contrôleurs d'être des "irresponsables" et des "traîtres", pour n'avoir pas respecté les institutions et la hiérarchie militaire. (...) Ce discours a ouvert la voie de la répression, renforçant la volonté des organes militaires de punir, y compris d'incarcérer, les éléments les plus combattifs".⁽²⁾

En France, on peut citer les Chérèque, père et fils. Jacques Chérèque, le père, ancien OS de la métallurgie qui fut leader de la CFTC et CFDT, avant de se rapprocher du prétendu socialisme de Michel Rocard et accéder ainsi au poste de préfet (en 1984) puis à celui de ministre délégué à l'aménagement du territoire en 1988; il n'a cessé d'être dans toutes les années 1970 et 1990 l'un des acteurs clés du démantèlement de la sidérurgie en Lorraine, responsable du licenciement et de la mise au chômage de dizaines de milliers d'ouvriers. Son fils, François, céda la direction de la CFDT en 2012 pour devenir inspecteur à l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales).

Au mois de mai dernier, nous avons vu le gouvernement intégrer d'anciens syndicalistes à des postes spécialement créés pour l'occasion : ainsi, Stéphane Lardy, ex-cadre de FO entre au cabinet

du ministère du travail lui aussi comme inspecteur à l'IGAS, sans doute pour mettre en œuvre la réforme du travail, la réforme de l'assurance-chômage, de la formation professionnelle, de la retraite, etc. Ou encore Thierry Lepaon, l'ancien secrétaire général de la CGT qui, sur fond de révélation de dépenses suspectes⁽³⁾ est placé à la tête de l'Agence de la langue française pour la cohésion sociale. Fonction rémunérée, mais déjà prise en charge de manière bénévole par la présidente d'une agence déjà existante, l'ANLCI, dont l'objectif affiché est identique.

La classe ouvrière n'a rien à attendre de tous les ex-syndicalistes qui passent à une carrière politique, pas plus du nouveau président d'Afrique du Sud que de ses prédécesseurs, qui n'ont fait, au final, que gravir les échelons de la bureaucratie étatique à l'intérieur d'un de ses organes : les syndicats. Ce que viennent illustrer ces quelques exemples, c'est avant tout que les syndicats ne sont pas uniquement des outils efficaces au service de l'encadrement des luttes ouvrières et de la répression, ils représentent aussi un vivier de cadres politiques au service du pouvoir d'État, une source d'éléments capables de défendre avec le plus grand zèle le camp auquel ils appartiennent : celui des exploités.

Marius, 23 février 2018

3) Concernant la rénovation de son bureau et de son appartement de fonction, son indemnité de mutation entre la Basse-Normandie et Montreuil (d'après *Médiapart* : *Le gouvernement recase des syndicalistes de FO et de la CGT* (18 avril 2016).

2) *Brésil : les contrôleurs aériens en grève, Révolution internationale* n° 380, juin 2007.

D'où vient-il e

Le 28 octobre 2016, une réunion organisée dans les locaux de l'association marseillaise Mille Bâbords pour discuter d'un texte sur le racialisme, *Jusqu'ici tout va bien?*, était interrompue par l'intrusion d'une trentaine de personnes se réclamant du "racialisme" et se proclamant "racisés". Nous renvoyons au récit d'un participant⁽¹⁾ pour plus de détails et une excellente description des faits.

L'agression par un groupe de "racisés" d'une réunion de discussion à Marseille

Le choix du lieu comme l'intitulé de la réunion montraient clairement une volonté de discussion, de clarification, de débat; il existe depuis quelques temps des éléments au sein de l'association Mille Bâbords qui cherchent à discuter des positions révolutionnaires et ce avec une ouverture politique. La réunion, comme le montre le point d'interrogation dans le titre du texte en discussion, ne demandait qu'à débattre. Il est d'autant plus scandaleux que cette volonté de discussion dans un cadre pacifique se soit heurtée à une clique maniant de préférence la rhétorique de la matraque et de la bombe lacrymogène, qui n'est absolument pas venue pour discuter mais pour interdire toute discussion. Le fait qu'il n'y a pas eu de résistance violente de la part des participants à la discussion a quelque peu désarmé les auteurs de l'assaut : ils étaient bien seuls dans leur "rage" politique stérile et réactionnaire. Cette agression, toute proportion gardée au vu du contexte, peut être comparée à celle des fascistes ou des staliniens qui dans les années 1930 ne cherchaient qu'à casser les réunions de leurs opposants. Il s'agissait clairement d'une tentative de pogrom contre des camarades défendant la lutte de classe et la clarification comme moyen de la lutte politique. Cela le CCI l'a condamnée sans ambiguïté.⁽²⁾ Ajoutons que le fait de venir pour casser une réunion de discussion ne démontre qu'une chose : ils n'ont rien à raconter! Du reste, le caractère pitoyable des participants à cette agression ressort clairement du témoignage déjà cité : la plupart d'entre eux ne savaient même pas ce qu'ils faisaient là!

Qu'est-ce que le "racialisme" ?

Houria Bouteldja a sorti en 2016 un ouvrage qui a fait un peu de bruit médiatique, *Les Blancs, les Juifs et nous*, qui condense en fait toute l'idéologie des "racisés" et notamment celle du Parti des indigènes de la République (PIR), telle qu'on a pu l'entendre développée dans divers entretiens par son auteure – laquelle est par ailleurs la porte-parole du PIR. L'ensemble du livre tourne autour de l'idée que les descendants d'immigrés en France, du fait de leurs origines, seraient victimes d'un "racisme institutionnel", lequel aboutirait à véritablement constituer des "rapports sociaux racistes". Les "premiers concernés" donc seraient "racisés", autrement dit on leur appliquerait directement le concept de "race" du fait de leurs origines et ils subiraient de ce fait une oppression d'essence différente et notablement pire que les prolétaires "blancs", qui en fait trouveraient leur compte dans l'affaire puisqu'ils ne se trouveraient pas tout en bas de l'échelle sociale et toucheraient même un "salaire de la blancheur", une sorte d'avantage naturel lié à leur statut de "blanc". Il y aurait donc une complicité objective entre prolétaires "blancs" et bourgeoisie, complicité qui trouverait sa transcription au

niveau impérialiste par le soutien (ou du moins l'incapacité à s'opposer) des prolétaires blancs à la politique impérialiste de leur État. D'où le soutien des "racisés" aux nations et aux "peuples" du Tiers-monde qui s'opposent aux États "blancs" et aux luttes de décolonisation (Bouteldja, par exemple, soutient très clairement l'indépendance de l'Algérie, le PIR est un fervent défenseur du nationalisme palestinien) et de libération nationale.

Le "racialisme" se targue d'être l'expression des "premiers concernés", c'est-à-dire de tous ceux qui subissent quotidiennement le racisme, et cette expression, dès qu'elle est contestée, apparaît niée alors qu'elle serait indéniabla.

Il est clair que le racisme existe dans le capitalisme, comme produit de l'esclavage, de l'exploitation et de la concurrence; cependant, pour le racialisme, le racisme n'est pas la conséquence de l'exploitation liée au système capitaliste. Le racisme devient selon lui l'origine de l'exploitation. Autrement dit, l'exploitation ne serait plus liée à l'opposition capital/travail, mais à celle entre une "race blanche dominante" et les "autres de couleur". En fin de compte, cette conception s'accorde parfaitement à celle de l'idéologie d'extrême-droite des suprémacistes blancs, que l'on peut trouver, par exemple, en Amérique du Nord. Pour les suprémacistes blancs, la situation des populations noires et des autres doit nécessairement être celle de la soumission et de l'infériorité. Leur conception est celle de la ségrégation classique. Les racialistes se positionnent également de ce point de vue d'une opposition des "races". Dans le même ordre d'idée, d'autre part, les "racisés" militent pour des réunions en "non-mixité", dans le but que les "premiers concernés" puissent parler eux-mêmes et sans obstacle de leur "oppression". Le modèle de cette conception est le féminisme, où les réunions interdites aux hommes permettraient aux femmes de parler plus librement de leurs problèmes.

Un certain nombre de groupes politiques ont pris, directement ou pas, fait et cause pour ces thèses "racialistes"; le plus éminent est le NPA qui défend les idées principales de cette mouvance, à travers son soutien à "l'antiracisme" et aux luttes en "non-mixité", "qui font partie des outils de prise de conscience et d'émancipation collective",⁽³⁾ "la non-mixité choisie et temporaire est une stratégie de résistance politique à des dominations structurelles telles que le racisme ou le sexisme".

Le groupe Alternative Libertaire (AL) a publié en 2013 un texte intitulé : Non-mixité : un outil d'émancipation, qui rejoint les mêmes thématiques au travers du féminisme. On est bien en face de la même logique de division en groupes "concernés", que l'on retrouve dans d'autres articles d'AL. Il n'est de toute façon guère étonnant de retrouver des groupes comme le NPA et AL dans le cousinage idéologique du "racialisme" : ils ont toujours cultivé l'art d'entraîner la classe ouvrière (seule classe révolutionnaire dans le capitalisme) sur des terrains interclassistes et des luttes parcellaires, c'est-à-dire la défense de groupes particuliers ayant soi-disant des intérêts propres et insolubles dans le combat prolétarien. Le féminisme, comme l'antiracisme, comme la défense des "jeunes" n'ont d'autre horizon que la défense de l'État démocratique, comme si la logique de classe propre au capitalisme ne traversait pas ces groupes particuliers. Le capitalisme est un système d'exploita-

tion; il divise l'humanité en classes et en nations, il s'appuie sur des rapports sociaux de production fait de concurrence et de recherche de profit, il jette les individus les uns contre les autres. De-là naissent mille haines, mille horreurs insoutenables : les pauvres sont méprisés et ghettoisés, les femmes sont les prolétaires des hommes, les noirs sont traités comme des esclaves, les vieux sont parqués dans des mouiroirs, les handicapés sont considérés comme d'inutiles sous-hommes... La liste de ces atrocités est sans fin et chacune d'entre-elles doit susciter l'indignation et l'envie d'abattre ce vieux monde, chacune peut être la source d'une réflexion plus ample sur les racines profondes de cette barbarie généralisée. La lutte prolétarienne est le combat des opprimés unis et solidaires contre tous les affres du capitalisme, une lutte pour l'émancipation non pas de tel ou tel groupe particulier mais de toute l'humanité. C'est l'exact opposé du racialisme qui isole l'une des horreurs (réelle) de ce monde pour en faire une lutte particulière; pire même, elle enferme ses victimes dans une lutte contre tous les autres, une lutte des noirs contre les blancs. Cette idéologie, loin de combattre le capitalisme, perpétue en réalité ce système et ses horreurs! Elle n'est que la caricature de toutes les positions inter-classistes de la mouvance gauchiste. Le PIR a ainsi été fondé par Sadri Khiari, dirigeant tunisien de la IV^{ème} Internationale, réfugié en France depuis 2003; la filiation de l'idéologie "racialiste" avec l'extrême gauche trotskyste et anarchiste est donc claire; Khiari a dé-

veloppé le concept de "races sociales" contre la classique conception de lutte de classe basée sur les rapports sociaux de production. Il s'agit de transformer une des bases politiques du mouvement prolétarien (la lutte de classe) en une idéologie de la division : chacun dans son coin, on se défendrait mieux! Voilà qui, dans la période que nous connaissons aujourd'hui, en rejoint pleinement les plus visibles manifestations conservatrices : le repli sur soi, sur la famille, sur la religion, sur l'"identité", sur le "local", le "chacun pour soi". Toutes sont des expressions de la période de sénilité sociale du capitalisme que nous vivons. Et vu la nature de l'intervention des "racisés" contre le local de Mille Bâbords et la réunion qui s'y tenait, nous pouvons même parler d'une mentalité de pogrom!

Ce "chacun pour soi" est en totale contradiction avec l'histoire de la lutte de classe et du combat du prolétariat pour la défense de ses intérêts et son émancipation. La classe ouvrière dans son ensemble n'avait pas à la fin du XIX^{ème} siècle des conditions de vie et de travail différentes de celles des esclaves, bien au contraire : elles étaient, pourrait-on dire, pires, notamment aux États-Unis, où au tournant du XX^{ème} siècle l'usine tuait pratiquement les ouvriers. Prolétaires noirs et blancs se retrouvaient côte à côte dans la lutte pour de meilleures conditions de vie et de travail, malgré les obstacles : l'État, les autorités et lois locales, le syndicalisme de collaboration personnifié par l'AFL, tous s'opposaient aux luttes nuisant les ouvriers sans distinction

de condition ou de couleur de peau. Mais un syndicat de lutte comme les IWW admettait tous les ouvriers et ouvrières, sans distinction. On comprend aisément quel outil de division représentait pour la bourgeoisie la séparation des sexes et des "races" : "L'IWW prenait son slogan, "Un seul grand syndicat", très au sérieux. Les femmes, les étrangers et les travailleurs noirs, c'est-à-dire les travailleurs les moins qualifiés, étaient intégrés lorsqu'un syndicat IWW se créait dans une mine ou une usine. Lorsque la confrérie des Travailleurs du bois fut créée en Louisiane et qu'elle invita Bill Haywood à prendre la parole (en 1912, peu après la victoire des grévistes à Lawrence), celui-ci fut surpris de constater l'absence de Noirs dans l'assemblée. On lui répondit que la loi de Louisiane interdisait la mixité raciale dans les réunions. Haywood s'adressa alors en ces termes à la convention : "Vous travaillez ensemble dans les usines. Parfois un Noir et un Blanc se mettent ensemble pour abattre un même arbre. Aujourd'hui, vous vous êtes constitués en convention pour discuter des conditions dans lesquelles vous travaillez. (...) Pourquoi ne pas admettre cette réalité et inviter les Noirs à cette convention? Si cela va à l'encontre de la loi, c'est justement le moment de la briser".⁽⁴⁾

Or voilà que le "racialisme", au lieu de combattre ces divisions, non seulement les entérine, mais prétend leur donner un fondement : les "rapports

4) Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*.

À lire le site internet du CCI

L'anarchosyndicalisme en Argentine - La FORA (I)

(...) Depuis ses origines, le mouvement ouvrier s'est conçu comme mouvement international et internationaliste. "Les prolétaires n'ont pas de patrie", "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous". Ce sont là deux idées maîtresses du *Manifeste du Parti communiste* de 1848. Le prolétariat est une classe internationale dont la tâche historique de renversement du capitalisme et d'instauration de nouveaux rapports de production libérés de l'exploitation ne peut se concevoir qu'à l'échelle internationale. De ce fait, même si ses différentes luttes contre l'exploitation capitaliste n'acquiescent pas d'emblée cette dimension, elles doivent être conçues comme des moments de ce combat international et historique. En particulier, il appartient au prolétariat de tous les pays, et particulièrement de son avant-garde, les organisations révolutionnaires, de tirer toutes les leçons des différentes expériences passées du mouvement ouvrier et de ses organisations. C'est en nous basant sur cette démarche que nous avons analysé, dans notre presse, les expériences des combats de classe dans différentes parties du monde, et que nous pensons important de faire connaître ceux qui se sont déroulés en Argentine. Ceux-ci ont produit une organisation, la FORA, qui constitue une référence pour l'anarcho-syndicalisme. En ce sens, cet article en plusieurs parties s'inscrit dans notre série de la Revue internationale dédiée au syndicalisme révolutionnaire. Cet article revêt de plus un intérêt tout particulier du fait que la FORA constitue aujourd'hui une référence pour les anarcho-syndicalistes qui, gênés par la participation de la CNT au gouvernement de la République bourgeoise durant la guerre d'Espagne, veulent rester fidèles à l'internationalisme.

(...) En mai 1901, 27 syndicats de corporations donnent naissance à la *Federación Obrera Argentina*

(Fédération Ouvrière d'Argentine - FOA). Elle est composée de délégués à la fois socialistes et anarchistes, bien qu'il y ait un effectif plus important d'anarchistes dont Pietro Gori qui représente les cheminots de Rosario.

Le congrès de fondation se déroule sur huit sessions, la deuxième session étant ouverte par une déclaration de Torrens Ros de tendance anarchiste, dans laquelle il expose que le congrès "ne doit pas faire de compromis d'aucune sorte avec le Parti Socialiste ni avec les Anarchistes...", se déclarant indépendant et autonome, ce qui ne voulait pas dire que les opinions défendues par les deux camps étaient exclues des débats. Après le congrès même, quelques-uns des problèmes abordés dans la discussion seront posés à nouveau. Outre les divergences, la discussion permet d'établir un schéma général d'accords et de revendications de base : mépris général pour les traîtres auxquels il faut faire barrage, avec référence directe aux briseurs de grèves et aux jaunes; lutte contre le "truck system"; mobilisation pour la baisse des loyers; réduction de la journée de travail; hausse des salaires; salaire égal entre les femmes et les hommes; rejet du travail des enfants de moins de 15 ans; création d'écoles libres.

(...) Les perquisitions, les déportations, les détentions, la répression en général et la vie terrible dans l'usine n'altèrent pas la combativité ouvrière. Les syndicats et les fédérations ne cessent pas d'adhérer à la FOA qui, avec son développement, radicalise son discours. Cette tendance se perçoit au quatrième congrès qui se déroule entre juillet et août 1904 et se distinguera par la transformation du nom de FOA en *Federación Obrera Regional Argentina* (Fédération Ouvrière Régionale d'Argentine - FORA). (...)

t qui sert-il ?

sociaux de races”. On retrouve donc là une très vieille tactique de la bourgeoisie pour empêcher l’unité de la classe ouvrière, le fondement de sa force, détruire sa capacité à établir un rapport de force contre la classe dominante et à remettre sa domination en question. Et on voit que le mouvement ouvrier, depuis bien longtemps, s’est opposé à cette stratégie de division.

Aux origines du “racialisme”

Le livre de Bouteldja tire une partie de ses formules et de son inspiration de l’héritage de Malcolm X. Cet Américain a toujours défendu une vision politique fondamentalement anti-ouvrière : son soutien à la religion (musulmane en l’occurrence) en atteste, tout comme sa défense de l’idée que les “Noirs” doivent s’organiser indépendamment des “Blancs”. À côté de cette référence, et sans le dire explicitement, ce livre tire beaucoup de sa substance du stalinisme. On le voit à travers son soutien aux luttes de libération nationale et au nationalisme tiers-mondiste, notamment le soutien à l’indépendance de l’Algérie et de la Palestine, repris de Frantz Fanon, à travers une vision de l’impérialisme qui n’est jamais clairement expliquée mais n’a rien à voir avec celle développée par le marxisme, et est une très classique vision stalinienne selon laquelle l’impérialisme, c’est d’abord les États-Unis et ensuite Israël. Mais on le voit aussi parce que les thèses développées dans ce livre trouvent leur source dans la IIIe Internationale stalinisée, qui défendait déjà en 1929 une certaine forme d’apartheid, mais à l’envers : la “République

Noire”. “*Dans le reste du monde, l’un des partis les plus secoués est le Parti communiste d’Afrique du Sud, où l’élimination de la vieille direction de Sidney Bunting, un Blanc, champion de toujours de l’africanisation, se fait au nom de... l’africanisation ! A la fin de 1929, l’exécutif de la Comintern exige la dissolution de la LAR (League of American Rights) qui regroupe les organisations noires pour la défense de l’égalité des droits et interdit au CPSA [Communist Party of South Africa] tout contact avec l’ANC [African National Congress, organisation de défense des droits des Noirs]. Boukharine et le dirigeant noir d’Afrique du Sud La Guma se mettent d’accord pour établir que le but immédiat de la lutte révolutionnaire en Afrique du Sud doit être la création d’une “république noire, indépendante et démocratique”. Cette position n’a guère que des adversaires dans le CPSA, même chez les Noirs. (...) Dans son travail Le Communisme et le nationalisme noir, George Padmore, au lendemain de sa rupture, déchaîne toutes les ressources de son ironie contre ce projet, sorti, dit-il, de l’imagination de Kuusinen et également patronné par Boukharine, d’une “République noire” en Amérique du Nord, dans la ceinture noire qui va de la Virginie occidentale au Texas, avec l’espoir de satisfaire ainsi ce “sionisme noir” qui avait répondu avec enthousiasme aux promesses de Marcus Garvey pour le “retour à l’Afrique”. Les meilleurs militants noirs, assure-t-il, ont été exclus pour s’être opposés à cette revendication d’une “réserve indigène”, un Bantou-*

land avant la lettre. Cette proposition d’apartheid revendiquée par les victimes, rapidement retirée, a eu, selon Padmore, le temps de provoquer l’effondrement durable du PC en Afrique du Sud”.⁽⁵⁾ Comme on le voit, les idées de Bouteldja d’“indépendance nationale” sur la base des “premiers concernés” et des “racisés” ont une longue histoire, mais leur source d’inspiration n’est rien d’autre que la contre-révolution stalinienne !

Le racialisme au service de la bourgeoisie

Le concept de “races sociales” mis en avant par le “racialisme”, outre qu’il fait appel à une vision proprement bourgeoise de la “race” qui n’a absolument rien de scientifique et n’est qu’une division artificielle de l’humanité, essaie de nous faire croire que le racisme générerait une oppression spécifique de ceux qui en seraient victimes. Cette “oppression” n’est pas clairement identifiable, et en tout état de cause on ne voit pas pourquoi elle ne s’appliquerait pas à TOUS les membres de ladite “race sociale”, dont une partie (les bourgeois “noirs”) ne sont ni exploités, ni opprimés !

À côté de cela, Bouteldja fait dans son livre montre d’un mépris affiché pour les “prolos blancs”, qui bénéficieraient du “privilège” d’être “blancs” : “*Vous avez peur mais vous tenez à votre confort. C’est là votre dilemme. Vous ne voulez pas renoncer à l’infinité des privilèges de la domination*

⁵⁾ Pierre Broué, *Histoire de l’Internationale Communiste*.

coloniale. Vos privilèges sont matériels, statutaires, institutionnels, politiques, symboliques. A niveau social équivalent, il vaut toujours mieux être blanc”. “*Qu’est-ce qui pourrait vous faire renoncer à la défense de vos intérêts de race qui vous consolent de votre déclassement et grâce auxquels vous avez la satisfaction de (nous) dominer ?”* Outre que visiblement Bouteldja ne s’adresse en fait qu’à la petite-bourgeoisie, qui a en effet très peur du “déclassement” (ce qui n’est pas le cas de la classe ouvrière, qui est déjà en bas de l’échelle du monde capitaliste) on ne saurait être plus clair sur l’idée que les ouvriers “blancs” profiteraient de l’oppression de leurs frères de classe “noirs”. On peut effectivement toujours trouver plus opprimé que soi, mais cela ne change rien à ce qu’écrivait Marx dans le *Manifeste Communiste* : “*A mesure que grandit la bourgeoisie, c’est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu’à la condition de trouver du travail et qui n’en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché. (...) Les intérêts, les conditions d’existence au sein du prolétariat, s’égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas”.* Ce n’est pas la couleur qui détermine l’explo-

tation, mais bel et bien la place qu’on occupe dans les rapports de production capitalistes. Pour le capital, l’enjeu est toujours de payer le capital variable (la main-d’œuvre) le moins cher possible, puisque c’est là-dessus qu’il réalise son profit. Et s’il peut utiliser la couleur de peau, le sexe, le handicap, la jeunesse, l’inexpérience, n’importe quel moyen quel qu’il soit pour payer un prolétaire moins cher qu’un autre, il le fera. Il n’y a pas que les Noirs et les immigrés qui sont discriminés par le Capital : il y a aussi les jeunes, les vieux, les handicapés, les femmes, les illettrés, les non-diplômés, les pauvres, les chômeurs, bref, tous ceux qui sont isolés et n’ont donc pas les moyens de se défendre face aux capitalistes et à l’État. Ce qui fera reculer la bourgeoisie, c’est l’unité des prolétaires contre ces divisions, ce que les exploités ont toujours compris : “*Parfois, les ouvriers triomphent; mais c’est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l’union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l’accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes”.*⁽⁶⁾

Sven, 9 décembre 2017

⁶⁾ Karl Marx, *Manifeste Communiste*.

PROJET DE LOI “ANTI-FAKE NEWS”

L’État est le premier producteur de “fake news” !

Le 3 janvier, Emmanuel Macron a annoncé un projet de loi “anti-fake news” afin de lutter contre la prolifération d’informations délibérément fausses sur le Web. Le but est double : renforcer toujours plus la mainmise de l’État sur l’information, tout en faisant croire que celui-ci est neutre, objectif, garant de la vérité. Voilà la plus grande fake new qui soit !

La gauche et l’extrême gauche, défenseurs zélés de l’État

Derrière leurs cris faussement scandalisés et leurs prétendues critiques, la gauche et l’extrême gauche cachent le même mensonge, la même défense de l’État et du capitalisme. Pour le Front de gauche et Jean-Luc Mélenchon : “*On peut (...) entendre le président quand il pointe du doigt que d’une façon générale, le délabrement moral de l’information dite de “service public” est un problème grave pour la dignité des citoyens qui le financent. (...) On ne peut que le rejoindre quand il parle de ceux qui ne visent qu’à salir à n’importe quel prix dans le but de faire marcher la pompe à clic qui est surtout une pompe à fric. (...) La plupart des médias privés, audiovisuels ou papier appartiennent à quelques grands groupes de presse, eux-mêmes possédés par un petit nombre d’actionnaires qui sont aussi propriétaires des plus grandes entreprises du CAC 40. (...) Emmanuel Macron a raison : il y a un problème pour la démocratie avec la sphère médiatique. Nous avons proposé pour y remédier de créer un “conseil de déontologie des médias”.*” Voilà le message du Front de gauche : les grands médias mentent à cause du CAC 40 et l’État doit agir. Pour le NPA : “*La propagation de “fausses informations” est le symptôme d’une*

distorsion du débat public provoquée par la surveillance économique des grandes plateformes (...) C’est le modèle économique des grands réseaux sociaux qui, de lui-même, favorise la propagation (gratuite) d’informations qui distordent le débat public, dont les fake news (...) La qualité du débat public exige un espace neutre, où le tissu des opinions n’est pas déchiré par des considérations marchandes”. Bref, le même discours : les fake news sont le produit des grands groupes économiques, il faut se battre pour “un espace neutre” et protégé des “considérations marchandes”. Quant à Lutte Ouvrière, l’organisation classée officiellement la plus à gauche sur l’échiquier politique de la bourgeoisie, elle proclame : “*Le monde de l’information, sur Internet ou pas, est plein de fausses nouvelles et de demi-mensonges, à commencer par ceux que propagent les gouvernements comme celui de Macron. Pour les travailleurs et la population, mieux vaut s’exercer à discerner par eux-mêmes le vrai du faux que de se fier à des vérités établies par le pouvoir ou ses proches”.* Voilà une plus grande radicalité... apparemment. Car à y regarder de plus près, ce n’est toujours pas l’État qui ment, mais “les gouvernements comme celui de Macron”. Autrement dit, l’État (et même le capitalisme) peut être honnête et humain si les gouvernements sont d’extrême gauche. Les ouvriers qui ont vécu sous le stalinisme, le castrisme, le chavisme, etc... pourront apprécier pour en avoir fait l’expérience amère, le goût de ces régimes pour la vérité !

Les États et le capitalisme se fondent sur le mensonge

Les révolutionnaires communistes ont toujours mis en évidence, depuis

l’expérience de la Commune de Paris de 1871, le rôle non pas neutre et objectif mais au contraire viscéralement anti-prolétarien de l’État : “*L’État moderne, quelle qu’en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l’État des capitalistes, le capitaliste collectif idéal. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n’est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble”* (F. Engels en 1878, dans son *Anti-Dühring*).

Pour assooir cette domination de la bourgeoisie sur le prolétariat, l’État n’use pas seulement de la terreur qu’il inspire par ses forces de répression (armée, police, justice) mais aussi de sa capacité à mentir et manipuler. “*La manipulation habile et consciente des habitudes et des opinions des masses est une composante majeure de la société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme secret de la société constituent un gouvernement invisible qui est la véritable puissance dirigeante de notre société”.* (Edward Bernays, *Propaganda*, 1928). Ceci est d’autant plus vrai depuis 1914. La Première Guerre mondiale a en effet marqué le moment où l’État capitaliste a pris pour la première fois le contrôle massif et totalitaire de l’information, à travers la propagande et la censure, dans un but unique : la victoire dans la guerre totale. Lorsque George Orwell écrivit *1984* en 1948 (d’où son titre), il imaginait un avenir dans lequel tous les citoyens auraient l’obligation d’installer chez eux un écran au moyen duquel ils seraient tous soumis à la propagande étatique : soixante-dix ans plus tard, les gens achètent eux-

mêmes leurs télévisions, ordinateurs et smartphones et se divertissent de leur propre chef avec des produits dont la sophistication éclipse le Ministère de la Vérité⁽¹⁾ de Big Brother.

Les fake news étatiques sont ainsi légions. Parfois de simples mots sont même immédiatement associés à d’immenses mensonges d’État : Tchernobyl, le *Rainbow Warrior*, les armes chimiques en Irak, etc. Mais il ne s’agit là que des scandales les plus connus et médiatiques. La propagande de tous les États est en réalité bien plus quotidienne, subtile et donc insidieuse. Leurs fausses nouvelles incessantes entrent dans les têtes et distordent notre capacité à comprendre le monde. Plus profondément : le capitalisme est une société d’exploitation, comme l’esclavagisme et le féodalisme avant lui. Mais sa légitimité ne repose pas sur un ordre divin, elle se fonde sur un autre mensonge : celui que les hommes sont libres et égaux. L’État a pour rôle de maintenir cette exploitation et donc ce mensonge, d’où sa prétendue neutralité.

La décomposition et l’irrationalité

Un problème demeure : la propagation des fausses nouvelles sur le Web, souvent invraisemblables et pourtant partagées et propagées par des millions de clics sur les réseaux sociaux, est une réalité. Pourquoi ?

En fait, le capitalisme est un système social en décomposition. Il n’a aucun avenir à offrir à l’humanité. Face à lui, le prolétariat a les plus grandes peines à développer sa lutte et sa conscience,

¹⁾ Au travers de ce ministère imaginé, George Orwell souligne que plus un État parle de vérité, plus il ment.

il est encore très loin de pouvoir incarner un espoir aux yeux des masses. En un mot, l’espoir d’un autre monde est aujourd’hui en sommeil. Privée de perspective, de futur, l’humanité plonge dans le nihilisme, la peur de l’avenir et de l’autre, le repli sur soi, et donc dans l’irrationnel.⁽²⁾ Voilà ce que représente la prolifération des fake news : l’aggravation de l’obscurantisme sur le terrain fertile du capitalisme décadent et décomposé.

Le développement de la lutte révolutionnaire est le seul remède. Seul le prolétariat a un autre monde à offrir à l’humanité. Ce combat, il le mènera justement en cherchant la vérité, en se dressant contre les mensonges de la bourgeoisie et de ses États. Ce n’est pas un hasard si le journal du Parti bolchevique s’appelait justement la *Pravda* (la Vérité). “*Le prolétariat n’a pas besoin d’illusions morales et il déteste l’hypocrisie. Son intérêt est de débarrasser la morale de toutes les illusions et de tous les préjugés. En tant que première classe de la société ayant une compréhension scientifique de celle-ci, le prolétariat est le seul qui puisse faire valoir cette haute préoccupation de la morale qu’est la vérité. Face au capitalisme le but du prolétariat est de faire apparaître la vérité comme le moyen indispensable de sa propre libération”.*⁽³⁾

Sosso, 14 février 2018

²⁾ Pour comprendre les racines de ce phénomène, nous renvoyons nos lecteurs à nos thèses : *La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme* (disponible sur notre site Internet).

³⁾ *Marxisme et Éthique (Débat interne au CCI)*.

Histoire du PS en France

du PS dont les dirigeants ne leur inspiraient aucune confiance. Seuls, sans doute, les socialistes russes échappaient à cette condamnation générale.

Mais la CGT aussi bien que le PS était partie prenante de cette dérive opportuniste et s'impliquait de plus en plus dans une démarche patriotarde. Même s'il existait bien l'idée que la solidarité nationale ne peut exister car il ne peut y avoir de solidarité entre exploités et exploités, l'idée d'une supériorité de la qualité révolutionnaire du mouvement ouvrier français ne pouvait que renforcer dans le syndicat les réactions chauvines. Ce fut aussi un poison employé pour entraîner la CGT dans l'union sacrée d'août 1914. Rosmer nota lucidement que *"la préparation de la guerre était beaucoup mieux menée que l'action contre la menace de guerre par la direction confédérale de la CGT et la gagnait de vitesse"*.

De l'opportunisme à la trahison

Le 27 juillet 1914, à l'appel de la CGT, une foule importante manifesta à Paris son opposition à la guerre qui vient; il y eut des manifestations identiques en province (Lyon, Limoges...). Parallèlement, au congrès extraordinaire du PS en juillet 1914, Jaurès préconisa *"la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée"* pour prévenir et empêcher la guerre; il s'efforça de faire adopter cette position par les autres partis socialistes européens. Le 28 juillet, la SFIO publia encore un manifeste déclarant *"A bas la guerre! Vive la république sociale!"* Mais Jaurès était assassiné le 31 juillet. Dès lors, les événements s'accéléraient et la machine de guerre fut lancée à pleine vitesse le 28 août 1914. Le 2 août, le futur dirigeant stalinien, Marcel Cachin, osa se réclamer de Jaurès pour ratifier la position chauvine et la trahison du PS: *"Il faut accomplir maintenant, comme le proclamait Jaurès, notre devoir envers la patrie. Nous promettons de faire à la fois tous nos devoirs de Français et de socialistes fidèles à l'Internationale"* et Édouard Vaillant renchérit: *"En présence de l'agression, les socialistes accompliront tous leur devoir pour la patrie"*; le 4 août, sur la tombe même de Jaurès, lors de son enterrement, le secrétaire général de la CGT, Jouhaux, déclara à son tour: *"Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire"*. Le même jour, les socialistes votèrent les crédits de guerre et le 26 août, ils adhérèrent au pacte gouvernemental d'Union sacrée. Plusieurs socialistes comme Guesde et Vaillant acceptèrent d'entrer dans le gouvernement. En effet, à la quasi-unanimité, l'opinion publique ouvrière, influencée par la propagande nationaliste, admit la thèse officielle selon laquelle la guerre était une guerre juste.

Car après l'assassinat de Jaurès, ce ne fut pas seulement Guesde et Vaillant qui sombrèrent mais tout l'appareil du PS et une majeure partie de la CGT qui s'engagèrent dans la guerre patriotique et la participation au gouvernement malgré la présence de Trotsky en France qui trouva dans le syndicaliste Alfred Rosmer un autre défenseur de l'internationalisme. Les militants ouvriers de la CGT, dans leur majorité, se rallièrent à la guerre; seuls quelques minoritaires regroupés soit autour de Merrheim soit du journal de Monatte, *La Vie ouvrière*, fondé en 1909, manifestèrent publiquement leur désaccord. Cela amena Monatte, avant d'être mobilisé, à démissionner du comité confédéral de la CGT.

Rosmer et Monatte tentèrent de créer une minorité internationaliste. Dans les rangs socialistes, seuls quelques-uns maintinrent une oppo-

sition à la guerre, comme Fernand Lorient au sein du pacifiste Comité pour la reprise des relations internationales (CRRRI) ou Charles Rappoport.

Comme devait le déclarer Lénine en 1916 dans sa brochure, *L'opportunisme et la faillite de la II^{ème} Internationale*: *"Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identiques: collaboration des classes, renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise, manque de confiance en le prolétariat, confiance en la bourgeoisie"*.

Si la trahison de l'internationalisme prolétarien signa l'arrêt de mort de la II^{ème} Internationale dans tous les pays, l'opportunisme se cristallisa en Allemagne sur le vote au Reichstag des crédits de guerre qui constituait un premier verrou que la bourgeoisie devait faire sauter pour que le déclenchement de la guerre soit possible. En France, c'est sous la forme du patriotisme, au nom de *"la défense de la patrie en danger"* que la gauche du PS exprima toute ses faiblesses et ses tares alors que la bourgeoisie parvint à faire sauter le second et ultime verrou, le dernier rempart contre la guerre, avec l'assassinat de Jaurès.

La conférence de Zimmerwald

près de Berne en septembre 1915, première réaction prolétarienne face au carnage de la première boucherie mondiale, rassembla 37 délégués de 12 pays européens auxquels seuls participèrent, côté français, Merrheim, de la fédération CGT de la métallurgie, et Bourderon, militant socialiste et dirigeant de la fédération CGT des tonneliers. La majorité pacifiste des délégués (dont les Français) souhaitait que la conférence serve uniquement à affirmer la volonté de défendre l'idéal internationaliste et de l'opposition à la *"guerre impérialiste"*. Cependant, une minorité, la *"gauche de Zimmerwald"*, menée en particulier par Lénine, soulignait que la capitulation des dirigeants socialistes de la II^{ème} internationale devant le nationalisme et la guerre constituait une trahison totale des principes prolétariens. Pour Lénine, l'échec tragique de la II^{ème} internationale rendait indispensable la fondation d'une nouvelle Internationale et de nouveaux partis, en rupture totale avec les sociaux-démocrates ayant participé à l'union sacrée. Toutefois, cette minorité de gauche voyait dans les résultats de la conférence, c'est-à-dire la réaffirmation de l'internationalisme, un *"premier pas"* pour la reconstruction du mouvement socialiste sur des bases nouvelles. La deuxième Confé-

rence internationale à Kienthal en mars 1916, marqua une rupture avec le courant et la phraséologie pacifistes.

Ce combat pour sauver l'organisation prolétarienne ne passait pas par la refondation immédiate de nouveaux partis. Seuls Lénine et Zinoviev avaient compris la nécessité d'une rupture nette de programme orientée vers cette construction future, position qu'ils défendirent dans leur brochure *Contre le courant*.

La scission socialiste et la rupture incomplète de la SFIC

En France, l'enthousiasme était grand pour la Révolution russe qui nourrissait d'espoirs nouveaux les prolétaires; l'image qui est donnée d'une République des conseils des travailleurs annonçait le dépérissement de l'État attendu de tous les révolutionnaires. À l'aube de 1919, après que les gouvernements alliés aient remporté une victoire chèrement acquise, le prolétariat d'Europe tenta d'entraîner une révolution mondiale, mais les tentatives en Allemagne et en Hongrie notamment furent écrasées. En 1919, à l'initiative des bolcheviks russes, au pouvoir depuis 1917, et en raison de la *"faillite de la II^{ème} Internationale"* se constitua l'Internationale commu-

niste. En 1919 et 1920, un courant se constitua au sein du PS en France pour adhérer à cette III^{ème} Internationale; les discussions au congrès de Tours de décembre 1920 portaient sur les conditions d'adhésion. Le PS éclata: les majoritaires constituèrent la Section française de l'Internationale communiste (SFIC) qui deviendra le Parti communiste français et les minoritaires continuèrent la SFIO qui deviendra le PS, toujours affilié à la II^{ème} Internationale, mais désormais pleinement intégré à l'appareil d'État de la bourgeoisie. Après la guerre et la fondation de la III^{ème} Internationale, la scission du Congrès de Tours et la formation du Parti communiste marquèrent la mort définitive du PS comme parti prolétarien (y compris ceux qui se réclameront ensuite d'une prétendue *"gauche socialiste"* dans la SFIO). Mais ce tout nouveau Parti communiste, sous l'égide de l'Internationale communiste ne fut pas en mesure de se doter d'une orientation programmatique suffisamment claire pour écarter les pratiques opportunistes du passé et laisser pénétrer en son sein nombre d'anciens patriotards. La SFIC continua ainsi à payer un tribut qui pèsera lourd: l'absence d'une véritable Gauche marxiste en France.

Wim, 10 février 2018

COURRIER DE LECTEUR

Octobre 1917, un phare pour l'avenir

Nous publions ci-dessous le courrier d'un lecteur qui nous a écrit pour défendre la nature prolétarienne de la révolution en Russie, soutenir notre Manifeste sur Octobre 1917 et engager le débat sur de multiples questions cruciales pour l'avenir. Cette démarche militante, nous la saluons fort chaleureusement, tout comme cet effort pour clarifier des questions politiques indispensables; tous nos lecteurs sont invités à participer à ce débat par leurs contributions, écrites ou orales.

Courrier de lecteur

"J'ai lu ce Manifeste [du CCI sur la Révolution Russe] plusieurs fois. Je suis tout à fait d'accord avec le texte, mais je voudrais ajouter ceci à mon avis: en effet, la révolution russe reste l'événement le plus important de l'histoire mondiale. C'est une expérience historique. Le prolétariat est la seule classe qui peut faire une révolution dans le monde entier. En 2017, beaucoup ont oublié l'Internationale et la Révolution russe. Nous nous souvenons de l'histoire et savons qu'avec la montée du prolétariat, des organisations surgiront. Si le prolétariat se souvient peu de son passé, il ne s'est pas oublié lui-même, ni qui il est."

Le prolétariat mène sa lutte depuis la première Internationale. Cette lutte ne cesse pas d'exister chez tous les travailleurs. C'est une lutte de classe. Même si la classe ouvrière oublie ses valeurs historiques, nous révolutionnaires, nous préserverons toute l'expérience du passé. À l'heure décisive, les révolutionnaires viendront à la rescousse. Car nous faisons partie du prolétariat, nous faisons partie de la lutte. A propos du paragraphe: Le capitalisme s'est survécu, je voudrais ajouter qu'il n'y a pas assez d'explications concernant les marchés et débouchés. Il était nécessaire de faire des ajouts pour étendre plus largement le sujet et expliquer les raisons de la décadence et la phase de décomposition.

Le passé a montré que la défaite de la révolution prolétarienne a entraîné les conséquences suivantes: les camps en Russie, la terreur, le nazisme en Allemagne, le fascisme en Italie. Je crois qu'il est impossible de gagner sans utiliser la force matérielle contre

le capitalisme. Marx a écrit à ce sujet dans son ouvrage: Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel (1844): "la force matérielle ne peut être abattue que par la force matérielle".

J'avais encore une question: pourquoi, après la défaite de la révolution, le fascisme ou le nazisme ne sont-ils pas survenus en Russie? À mon avis: Staline était au départ membre du parti bolchevique. Plus tard, il l'a utilisé à ses propres fins. Ou il n'y avait pas d'autre issue, que de transformer tout en mensonge: le vrai devint le mensonge, et le mensonge le vrai.

En défense d'Octobre, pour la première fois dans l'histoire, l'humanité a essayé de transformer complètement le monde. La révolution russe (avec sa continuation en Allemagne, en Hongrie, etc.) est la seule révolution d'une telle expérience de toute la période de décadence du capitalisme. Il y a eu des erreurs: le parti s'est emparé de tout le rôle de la révolution, la répression des matelots de Cronstadt. C'est l'une des principales erreurs. En effet, le parti est nécessaire au prolétariat pour le guider dans la bonne direction. Le passé nous en a donné l'expérience.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous!

Salutation fraternelle."

Réponse du CCI

Dans le cadre de ces colonnes, il n'est pas possible de répondre à l'ensemble des questions soulevées, mais nous tenions à souligner et soutenir plusieurs idées essentielles exprimées dans ce courrier:

– En tout premier lieu, il faut saluer le ton militant, la volonté de se battre

et de ne pas céder à la résignation et à l'atonie que peut générer la situation sociale, alors que la classe ouvrière connaît de réelles difficultés pour mener son combat: *"nous faisons partie du prolétariat, nous faisons partie de la lutte"*. La démarche de ce courrier évite ainsi les principaux écueils qui ne mènent qu'à la capitulation: céder à l'activisme ou, au contraire, au repli sur soi. En défendant l'importance du militantisme et du combat de classe, ce courrier exprime aussi son soutien et sa confiance envers les organisations révolutionnaires: *"Nous nous souvenons de l'histoire et savons qu'avec la montée du prolétariat, des organisations surgiront"*. Avec cette ferme volonté de participer au combat en considérant que les organisations révolutionnaires constituent bel et bien un pont indispensable vers le futur, une nécessité qu'il faut absolument défendre, le camarade valide ainsi totalement le besoin de réflexion théorique et de réappropriation politique comme des activités essentielles pour le développement de la conscience de classe et l'orientation du combat en vue de la création du futur parti mondial. Un tel état d'esprit, extrêmement positif, s'inscrit parfaitement dans la tradition du combat historique du prolétariat pour défendre son unité et sa conscience.

– Le prolétariat est aujourd'hui la seule classe révolutionnaire. Dans un contexte où la classe ouvrière rencontre d'immenses difficultés à s'identifier elle-même comme classe, sans cesse diluée et réduite à l'impuissance dans le grand bain inter-classiste du *"peuple"* et des *"citoyens"*, il est nécessaire de défendre le fait qu'elle demeure la seule classe capable de transformer le monde, d'abattre les rapports sociaux d'exploitation et les frontières qui ne produisent plus que la misère et la guerre.

– La révolution d'Octobre 1917 a bien été une expérience irremplaçable des masses exploitées pour tenter de détruire l'ordre capitaliste. En réaction à

la barbarie guerrière, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une classe exploitée prenait en main sa destinée et tentait de construire une nouvelle société, le communisme. Cet assaut révolutionnaire mondial constitue pour le prolétariat une source d'enseignement considérable en vue de la préparation aux futurs affrontements révolutionnaires.

– Comme l'a démontrée la vague révolutionnaire débutée en 1917, la révolution est vouée à l'échec sans s'étendre au niveau international et sans parti révolutionnaire, avant-garde la plus consciente de la classe, déterminé à défendre bec et ongles les principes politiques du prolétariat. Cela est d'autant plus remarquable que la propagande de la bourgeoisie, identifiant à la fois le communisme au stalinisme et le parti bolchevik à une clique putschiste, est permanente et insidieuse.

Le camarade se demande, par ailleurs, si le Manifeste du CCI sur la révolution d'Octobre 1917 n'aurait pas dû plus insister sur les raisons de la période de décadence et de sa phase actuelle de décomposition. Cette préoccupation est parfaitement légitime mais le Manifeste avait d'abord vocation à défendre la mémoire du mouvement ouvrier. Néanmoins, il est exact que certaines notions historiques ou questions théoriques simplement énoncées dans notre texte nécessitent peut-être d'être explicitées. Cela fait justement partie du travail d'appropriation et d'approfondissement nécessaire à la classe ouvrière.⁽¹⁾

Ce courrier s'inscrit pleinement dans le processus de réflexion indispensable qui est mené pour tenter d'armer le prolétariat sur le plan théorique, l'arme théorique étant en elle-même une *"force matérielle"*.

RI, 9 mars 2018

¹⁾ Nous renvoyons à ce titre nos lecteurs à nos Thèses: *La décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste*, ainsi qu'à notre série d'articles parus dans la *Revue internationale: Comprendre la décadence du capitalisme*.

LE CCI SUR INTERNET

fr.internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple

Révolution internationale (11 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	20,5 €
PAR AVION DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple

Revue internationale (4 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	17 €
PAR AVION DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

11 n ^{os} + 4 n ^{os}	
FRANCE	35 €
ETRANGER	38 €
PAR AVION DOM/TOM	38 €

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse

soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolution-

naires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.



Courant Communiste International

Deuxième semestre 2017

Revue
Internationale

Présentation de la Revue

Prise de position sur la Catalogne

Les États-Unis au cœur du chaos grandissant
du capitalisme en décomposition (1^{re} partie)

Manifeste sur la révolution d'Octobre 1917

22^{ème} congrès du CCI
Résolution sur la situation internationale

159

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can
Paraît tous les 6 mois

RÉUNIONS PUBLIQUES

Leçons d'Octobre 1917 Tout le pouvoir aux conseils ouvriers!

Lors de la première révolution de 1905 en Russie, le prolétariat faisait surgir ses propres organes de lutte révolutionnaire : les conseils ouvriers (ou soviets). Cette « forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat » devait plus tard, lors de la vague révolutionnaire de 1917 contre la barbarie guerrière, devenir un élément majeur et déterminant de la prise du pouvoir en Octobre. « Tout le pouvoir aux soviets ! » s'écriait Lénine dans ses Thèses d'Avril. Les révolutionnaires de l'époque avaient ainsi compris qu'à travers les conseils les masses ouvrières étaient capables, par leur intense vie politique, leur activité permanente et toujours en ébullition, de s'unifier consciemment pour prendre en charge un combat international destiné à renverser le système capitaliste. Organes unitaires du prolétariat, les conseils ouvriers concrétisaient sa force politique historique luttant frontalement contre toutes les formes de domination et d'exploitation propres aux institutions de la démocratie bourgeoise pour prendre et exercer le pouvoir pour jeter les bases d'une société communiste. Aujourd'hui, la mémoire de ce que les conseils ont représenté comme arme d'émancipation pour notre classe est largement oubliée, aidée en cela par les mensonges et les calomnies de la classe dominante. Le CCI vous invite à débattre de cette question vitale pour le mouvement révolutionnaire.

LILLE

le samedi 17 mars à 15 h 00

MRES, 23, rue Gosselet.

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris
FRANCE

Acción Proletaria

Ecrire à l'adresse postale
de Révolution internationale
ESPAGNE

Internationalisme

PB 102, 2018 Antwerpen (Cen-
traal Station)
BELGIQUE

Internationalism

Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne
ETATS-UNIS

Internacionalismo

Ecrire à l'adresse postale de
Révolution internationale
VENEZUELA

Internationell Revolution

Ecrire à l'adresse postale
en SUISSE
SUEDE

Rivoluzione internazionale

CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

World Revolution

BM Box 869,
London WCI N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution

Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne
AUSTRALIE

Weltrevolution

Internationale Revue
Postfach 2124 – 8021 Zürich
SWITZERLAND

Revolución Mundial

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE

Communist Internationalist

(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La décadence du capitalisme

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Les syndicats contre la classe ouvrière

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Nation ou classe

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Le trotskisme contre la classe ouvrière

4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Organisation communiste et conscience de classe

4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Guerre du Golfe

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

L'État dans la période de transition

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste d'Italie

8 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche hollandaise

12 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste de France

4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

L'effondrement du stalinisme

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Révolution russe

2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988

2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

4,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Comment le PCF est passé au service du capital

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Octobre 17

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Le communisme n'est pas un bel idéal...

3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Les élections : un piège pour la classe ouvrière

2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

A LIRE SUR LE SITE WEB DU CCI

- L'anarchosyndicalisme en Argentine - La FORA (I)
- Divisions et confusion au sein du gouvernement britannique
- On recent attacks on the ICC on libcom
- Austerity and poverty : Not just Brexit, Not just the Tories
- Perú : La Ley 1215 otra ley contra la clase trabajadora
- Los trabajadores hondureños atrapados en las esperanzas electoreras

SOUSCRIPTIONS

Réunion publique de Lille (Novembre 2017) :
L : 60 € ; M.FLo : 7 €.

Réunion publique de Toulouse (Novembre 2017) :
Ja : 10 € ; By : 20 € ; Lu : 12 € ; Na : 7 € ; Ra : 50 € ; S : 5 €

Total : 171 €

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

HISTOIRE DU PS EN FRANCE – 1878-1920 (PARTIE IV)

Face à l'épreuve de la guerre : la trahison

Au-delà de sa phraséologie anti-guerre, face à l'épreuve du conflit mondial qui vient, le PS étale son opportunisme qui débouchera sur la trahison de l'internationalisme prolétarien en août 1914.

La propagande nationaliste et chauvine de l'époque avait largement pénétré les rangs des ouvriers. Entre 1887 et 1889, une partie du mouvement ouvrier était influencée par les idées populistes et chauvines du général Boulanger. L'affaire Dreyfus en 1898 alimenta à nouveau une poussée nationaliste et divisa le mouvement ouvrier. Les menaces de guerre allaient encore aggraver la situation.

Il faut s'interroger sur le cas de Guesde, qui incarnait "le socialisme fait homme" pour beaucoup de militants de l'époque : comment s'est-il converti, a-t-il abandonné ses convictions d'hostilité envers tout compromis avec les forces bourgeoises pour se reconverter en fervent patriotard puis en ministrable entre 1914 et 1916 ? Ce n'est pas un cas isolé, puisque d'autres socialistes de la II^{ème} Internationale, beaucoup plus solidement et théoriquement armés comme Plekhanov ou Kautsky, ont également succombé à la trahison. Si la politique sectaire et autoritaire qu'il a constamment menée vis-à-vis des syndicats, sa vision de plus en plus opportuniste de la lutte politique et parlementaire, sa conception figée et schématique de la révolution s'accompagnaient d'un patriotisme dont il ne s'est jamais départi, c'est que pour lui "la guerre est mère de révolution" (selon la formule de l'ex-blanciste Édouard Vaillant dès 1902, lui aussi devenu un fervent patriote après l'assassinat de Jaurès). Son "modèle" pour affirmer que la guerre accoucherait d'une révolution sociale était le jacobinisme de la révolution bourgeoise française et non le marxisme dont il n'a jamais compris la question centrale de l'internationalisme prolétarien. Il a toujours hautement revendiqué ce patriotisme et on peut citer des extraits de son *Appel aux travailleurs français* dès 1883 : "l'internationalisme n'est

ni l'abaissement, ni le sacrifice de la patrie". Il dira bientôt : "Si la France est attaquée, il ne faut pas la désarmer, ni la livrer" et s'exclamera même ultérieurement : "On ne peut plus dire aux ouvriers et paysans qu'ils n'ont plus de patrie" ou encore "La France n'aura pas de plus ardents défenseurs que les socialistes du mouvement ouvrier". Face à cela, Jaurès est le seul à proclamer encore son fameux "Guerre à la guerre !" et la CGT est aussi la seule organisation ouvrière à réclamer des actions coordonnées internationalement contre la guerre.

Le mouvement ouvrier face à la menace de guerre

Au moment du congrès de Stuttgart de la II^{ème} Internationale en 1907, 60 000 personnes manifestèrent contre le danger de guerre et à la suite de la motion présentée par l'écossais Keir Hardie et Édouard Vaillant, Bebel y proposa une résolution contre la guerre mais sans évoquer le fait que le militarisme et la guerre faisaient partie intégrante du système capitaliste. Ce qui amena Rosa Luxemburg et Lénine à déposer un amendement qui portait la marque d'un internationalisme intrinsèque : "Au cas où la guerre éclaterait, les représentants de la classe ouvrière ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser immédiatement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste". La résolution et l'amendement furent finalement approuvés par le congrès mais cela restera une déclaration purement verbale. La dérive fut rapide : Jaurès et Vaillant préconisèrent encore l'insurrection et la grève ouvrière mais uniquement "en cas de guerre offensive". Si le Congrès de l'Internationale à Copenhague en 1910, mis en avant certains moyens pour l'empêcher comme la grève générale, l'agitation et l'action politique et si la délégation franco-britannique proposa encore une grève générale dans l'industrie d'ar-

mements et le secteur des transports, la délégation allemande s'y opposa dans un état d'esprit légaliste très significatif de sa gangrène opportuniste : pour que les partis socialistes ne "soient pas mis hors-la-loi". Elle fut de plus en plus vue comme une fatalité inévitable. Les tensions guerrières entre la France et l'Allemagne au Maroc (Tanger en 1905, Agadir en 1911) ne suscitèrent que peu de réactions au sein du PS comme au sein du parti allemand et de l'Internationale. Au congrès de Bâle en 1912, en pleine guerre des Balkans, s'incrusta l'idée que la guerre n'était pas si catastrophique car de la guerre pouvait surgir la révolution. Sa résolution stipulait ainsi "que les gouvernements n'oublient pas que la guerre franco-allemande donna naissance à l'insurrection révolutionnaire de la Commune de Paris", ce qui allait amener la plupart des socialistes à la soutenir directement par la suite. En Allemagne, le PS se refusa à toute action pour ne pas compromettre son avenir électoral. Seul Karl Liebknecht défendit fermement la nécessité d'une lutte active contre la menace guerrière mais il fut accusé "de haute trahison" pour avoir publié sa brochure *Militarisme et anti-militarisme* et fut condamné en octobre 1907 à 18 mois de prison.

Au sein du PS, entre 1911 et 1913, après le congrès du Havre, Édouard Dolléans dans son *Histoire du mouvement ouvrier* constate qu' "il n'y a plus chez les militants ni chez les chefs du parti, cette flamme d'action, cet enthousiasme, cet esprit de sacrifice de l'époque passée. La guerre exerce déjà préventivement ses effets corrupteurs". La guerre démolit les énergies comme si elle était déjà là, dissolvant les volontés, rompant les élans. En quelque sorte, le suicide de Paul et Laura Lafargue en 1911 marqua symboliquement la fin d'une période pour le PS.

Au sein du mouvement syndicaliste, cependant, tous les syndicats révolutionnaires étaient d'accord sur un "antimilitarisme corporatif" : l'armée était perçue par eux comme le suprême

rempart de la bourgeoisie, le "chien de garde" du capitalisme, et d'ailleurs le gouvernement l'utilisait constamment dans la répression des grèves ouvrières ; il s'agissait donc d'empêcher que le bourrage de crâne et l'atmosphère de la caserne ne détournent les jeunes du syndicalisme ; la CGT pris une part active à la propagande dans l'armée pour inciter les jeunes soldats du contingent à ne pas faire usage de leurs armes contre les ouvriers grévistes.

En 1896, dans son message aux organisations allemandes, la Fédération des Bourses du Travail mettait en avant "la lutte contre le patriotisme". Il serait néanmoins excessif de prendre les déclarations des congrès syndicaux sur l'armée comme le reflet de l'opinion dans la CGT. Par exemple, la résolution présentée par Yvetot au congrès d'Amiens, qui parlait d'intensifier la propagande antimilitariste et antipatriotique ne recueillit qu'une très faible majorité, et d'autres interventions (Luquet, Merheim) furent nettement plus en retrait. Mais cette action n'est pas à minimiser et, inlassablement, la bourgeoisie dénonçait cette orientation anti-nationale et feignait de se désoler de voir la CGT s'éloigner de l'intérêt national à cause de la prétendue furie d'une poignée d'excités.

Parallèlement à leur action dans l'armée, les syndicalistes se préoccupèrent d'assurer des liaisons prolétaires internationales pour les grèves et contre la guerre. Après celle des typographes en 1889, d'autres fédérations internationales furent d'ailleurs créées dans la métallurgie (1904), le textile (1906), le bâtiment (1910). En pleine menace de guerre franco-allemande après Tanger, ce furent des mineurs allemands qui répondirent et vinrent à l'appel des syndicats français pour tenter de sauver les emmurés de Courrières. En 1903, la CGT organisa dans les ports, une solidarité avec les dockers hollandais en grève. En avril 1906, un meeting CGT se tint à Paris pour organiser la participation des travailleurs étrangers à la lutte pour les 8

heures, "considérant que les frontières n'existent que par la volonté de ceux qui ont intérêt à diviser les travailleurs pour les exploiter plus facilement". A son congrès de Marseille en 1908 et alors que ses principaux dirigeants sont en prison, la CGT préconisait la grève générale contre la guerre. Cependant, le tableau était loin d'être idyllique : certaines fédérations envoyèrent même des délégués au ministre Millerand pour obtenir l'arrêt de l'immigration.

Sur le plan international, la CGT fut à l'origine de plusieurs tentatives d'actions concertées. Elle voulut demander au congrès d'Amsterdam de 1905 qu'on inscrive à l'ordre du jour non seulement la journée de huit heures et la grève générale mais aussi la question de l'antimilitarisme. Elle proposait, en cas de menace de guerre, d'entrer directement en rapport avec les syndicats du pays "adverse". Le secrétaire des syndicats allemands, Legien, s'y refusa, et ce refus réitéré amena d'ailleurs le bureau de la CGT à suspendre ses rapports avec le bureau international. En janvier 1906, Griffuelhes vint à Berlin pour préparer une action internationale contre la guerre, mais Bebel imposait comme préalable une entente entre le PS et la CGT ; Griffuelhes repartit amer et dépité. En 1912 encore, appelés par la CGT à organiser dans chaque pays une manifestation simultanée contre la guerre, les syndicats allemands et autrichiens se débottèrent sous prétexte qu'une telle manifestation, de caractère politique, était du ressort du parti et non des syndicats, argument qu'ils utilisèrent régulièrement pour éviter tout débat de fond sur ces questions. Incontestablement, les obstacles rencontrés au sein de la II^{ème} Internationale, gangrenée par l'idéologie réformiste, le parlementarisme, l'opportunisme, le fédéralisme et surtout le nationalisme ne purent que renforcer la CGT dans l'idée que rien ne pouvait venir des partis socialistes ni surtout de la direction du syndicat orientée par le parti. Les syndicalistes révolutionnaires ignoraient ou dénonçaient les opérations parlementaires

(suite page 6)

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe

ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.